

**L'ECONOMIE DE MARCHE,  
UNE ALTERNATIVE POUR  
LE DEVELOPPEMENT**

*Par Mr KERKOUB  
Chargé de cours à l'INC*

## L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ, UNE ALTERNATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT

### Résumé :

Les Pays en voie de développement se trouvent à un moment crucial de leur histoire.

Après des indépendances euphoriques, ils avaient entrepris la construction de leurs économies avec la conviction que pour réussir il suffisait d'adopter le bon modèle, le bon schéma de développement. La primauté était donnée aux mécanismes techniques, financiers et juridiques qui devaient permettre d'amorcer le décollage espéré.

Les options choisies tenaient compte également d'un environnement international caractérisé par une bipolarisation idéologique *Est – Ouest* et les PED s'étaient positionnés systématiquement sur l'un ou l'autre des deux blocs.

40 Ans plus tard, les uns comme les autres se trouvent dans la même situation retardataire. Ainsi l'idéologie (le prêt à penser) et les recettes pour le développement ( le prêt à l'emploi ) n'ont pas eu les résultats attendus.

Quelles solutions peut – on préconiser aujourd'hui dans un environnement mondial en pleine perturbation ?

Nous estimons qu'un axe de recherche peut être entrepris dans le sens d'une plus grande prise de conscience de la pertinence des principes universels de l'économie. En particulier une nouvelle voie s'ouvre aux PED et qui consiste en l'utilisation des instruments qui ont fait l'efficacité de l'économie de marché (Libertés d'entreprendre, concurrences, et...) Associés à un nouveau rôle de l'Etat, rôle qui ne sera pas moins important mais seulement différent.

**Mots Clés :** *Développement, Croissance, Pays en Développement (PED), Système économiques, Marchés, Economie de marché, concurrence, Economies externes, Deséconomies externes, Redistribution, Allocations de ressources.*

## Introduction :

La persistance des problèmes de développement économique des pays pauvres sont liés en partie à leur vision réductrice du monde de l'économie et à leur perception tronquée de ses immenses potentialités.

Au lendemain de leurs indépendances, au niveau politique, les PED ont renforcé les liens avec leurs anciens alliés idéologiques de la période de libération, et au niveau économique, ils ont cru qu'il suffisait à l'Etat, représentant des « forces révolutionnaires » d'opter pour un modèle

ou schéma de développement « prêt à l'emploi », et de le mener à son terme. Ainsi, au lieu de puiser dans toutes les possibilités formidables offertes par la théorie économique et ses apports de plusieurs siècles d'expérimentation, les PED ont entrepris un raccourci préjudiciable en optant pour une lecture de « deuxième main » de l'économie à travers les modèles de développement, très prolifiques dans les années 60 et 70, et renfermant différentes connotations dogmatiques, idéologiques et géostratégiques déclarée ou cachées.

Passée la griserie de la victoire sur le colonialisme et de la fraternité idéologique internationale, les PED sont en train de vivre aujourd'hui, les moments les plus terribles de leur histoire puisque leur existence et leur intégrité en tant que nation sont de nouveau menacées, mais avec plus d'acuité, l'ennemi n'étant plus cette force militaire étrangère sur laquelle se fait l'unanimité de la mobilisation nationale, mais une situation de pauvreté et d'instabilité chronique faite de dissensions ethniques, linguistiques, politiques, régionales.

Cette situation est aggravée par un taux d'analphabétisme croissant au niveau des populations et un manque flagrant de vision économique et sociale des Etats de ces pays, ce qui perpétue leur rôle de mono exportateur de ressources naturelles.

Cet état de fait est renforcé par l'émergence d'une corruption tentaculaire et de groupes d'intérêt mafieux qui régissent de grands pans de l'économie des pays du Sud.

Afin de tenter de nouveaux éclairages pour essayer d'augmenter la visibilité des problèmes du développement économique des pays pauvres, nous considérons que les PED doivent sortir des sentiers battus des « stratégies de développement » (stratégies pour qui ?) et des pièges des schémas de sorties de crises périodiques appelées pompeusement « réformes » pour s'intégrer résolument dans une vision élargie et multidimensionnelle de leur environnement qui doit s'appuyer sur les riches apports des sciences diverses et en particulier celles qui ont une incidence pertinente sur le développement économique (Economie, Psychologie, Sociologie, Management, Histoire, Statistiques, etc.)

A cet égard, nous estimons que les PED souffrent, d'abord, d'un grand déficit autant individuel que collectif dans la capacité d'intégrer de manière judicieuse dans leur vécu et dans le cadre de la résolution de leurs problèmes, tous les instruments disponibles offerts par les différentes sciences au cours de l'histoire, et en particulier les principes et les théories économique, de la gestion, etc.

Du fait du manque d'une véritable imprégnation des concepts de base des différents champs de connaissances, les PED ont intérêt à entreprendre une large vulgarisation et une véritable socialisation de ces principes. L'investissement humain constitue en cela une priorité.

Au lieu de cela, selon les circonstances et l'acuité des problèmes, les PED optent pour des solutions prescrites ailleurs sans grandes chances de succès, en pensant faussement que les solutions importées sont bonnes puisqu'elles ont réussi ailleurs (dans les pays développés en particulier).

Le 2eme déficit important dans les PED en général, et lié au premier évoqué concerne le au niveau individuel le manque de confiance en soi et dans les ressources humaines locales.

La 3eme grande lacune à notre avis réside dans le déficit de bon sens dans la plupart des pratiques économiques et sociales, renforcé par le recours à d'autres moyens informels jouissant de préjugés plus favorables car considérés comme plus efficaces (clientélisme, passe-droit, etc.).

Ainsi, et même si cela peut paraître quelque peu singulier, la réhabilitation du sens des mots, des principes et des concepts constitue t'elle un préalable à d'autres efforts pour l'amorce d'une dynamique véritable de développement économique.

C'est pour cela que la présente communication s'inscrit dans le cadre d'une prise de conscience quant à la nécessité de la réappropriation de concepts de base dans le domaine du développement économique en montrant la nécessité d'y associer les apports de la théorie et de la pratique économiques universelles.

### **1 - Essai d'analyse de la problématique du développement :**

A cet égard, il nous semble que les problèmes du développement économique renferment trois aspects qu'il s'agit d'analyser :

- Le premier aspect concerne la problématique économique générale qui doit être perçue dans sa dimension historique évolutive dans laquelle il s'agit d'explicitier et d'appréhender les concepts de besoins humains, de rareté, de système économique, etc.

Afin de mieux appréhender cet aspect conceptuel historique, on doit le soumettre à un éclairage épistémologique structuré autant du point de vue des apports scientifiques, que du point de vue temporel.

Sachant que toute science est un champ de connaissances accumulées, nous pouvons affirmer que les théories économiques existantes constituent un formidable gisement de connaissances du monde de l'économie avec ses mécanismes, ses instruments, ses techniques, ses principes, ses lois et ses faits, chacun de ces concepts devant être remis dans son contexte spécifique.

Dans ce cadre, les pays en développement (PED), avant de s'engager dans la mise en place d'un quelconque schéma de développement, doivent au préalable s'imprégner de la chose économique et en maîtriser les concepts de base, puis de les adapter à leur réalités économiques et sociales, ceci, afin de se donner le maximum de chances de succès.

En fait, c'est uniquement à cette condition que ces pays pourront tirer profit efficacement de l'application de principes économiques universels qui ont déjà montré leurs preuves dans d'autres contextes.

- Le deuxième aspect concerne la distinction opérée au sein de l'économie mondiale entre d'un côté les pays développés qui ont constitué le champ d'expérimentation et d'application plutôt favorables des théories économiques universelles, et de l'autre, les \_ des pays du monde, appelés pays en développement pour lesquels les tentatives d'application des principes économiques n'ont pas eu les effets escomptés et vérifiés dans les pays développés.

Il semble que pour la plupart ces pays, on a cédé à la tentation de la consommation de modèles « prêts à l'emploi » pour l'économie nationale au lieu d'opter pour la prise de conscience de l'économie et du rapport de l'homme au domaine économique comme cela a été le cas dans les pays développés dans lesquelles l'efficacité économique est érigée en véritable norme du comportement social.

- Le troisième aspect concerne la lecture idéologique que nous pouvons faire des finalités de la pratique économique : la vision socialiste de l'économie et la vision capitaliste. Cette séparation a été également le fruit de l'évolution historique des pays dominants qui ont intégrés dès le début du 20ème siècle, cette dimension idéologique comme facteur de différenciation et de domination mondiale disputée.

A ce niveau, les pays en développement ont également été les consommateurs de dogmes et de principes idéologiques en adoptant l'une ou l'autre des orientations politiques et en s'alliant à l'un des deux blocs dominants.

Depuis l'effondrement de l'ex Union soviétique, à la fin des années 80, une nouvelle dimension idéologique apparaît sous le vocable de mondialisation, qui, grâce à la multiplication des échanges facilités par la levée progressive des barrières douanières et la mise en œuvre des nouvelles technologies de l'information et de la communication, devrait aboutir à l'émergence d'un système économique incontournable, l'économie de marché, et par voie de conséquence, à la faveur de la puissance médiatique des multinationales, ceci devra déboucher sur l'éclosion de l'homme universel, citoyen du monde.

A cet effet, Francis Fukuyama, politologue américain, table sur une unification certaine du monde et sur le triomphe définitif et universel de la démocratie libérale, bien que de son côté, Samuel Huntington, géostratège américain, à l'opposé, estime que le monde est divisé en sept grandes aires de civilisation : occidentale, islamique, orthodoxe, chinoise, japonaise, hindoue et latino-américaine.

Néanmoins, aujourd'hui, autant la pratique économique que les projets de sociétés nous montrent la tendance quasi-générale en faveur de l'adoption de l'économie de marché, en tant que système économique sans concurrent.

Seulement, devant la multiplicité de pratiques très différenciées selon les pays, il est nécessaire d'essayer d'apporter un éclairage sur ce concept, et plus globalement montrer la nécessité du choix d'un système économique en tant que mode de gestion de l'économie nationale. Puisque nous nous inscrivons dans une logique du bon sens des concepts retrouvés, nous commencerons par montrer le lien entre économie et système économique pour aboutir à la notion plus précise de marché et d'économie de marché

## **2 - Marché, économie et système économique :**

Pour essayer de mieux appréhender cette notion d'économie de marché, nous avons jugé utile pour la clarté de l'exposé de tenter d'en définir d'une manière succincte les deux termes : économie et marché, puis de montrer la diversité des formes d'économie de marché, nous essayerons dans une dernière partie de mettre en évidence les conditions d'efficacité des principes du libéralisme, en particulier dans les Pays en développement (PED), en mettant l'accent sur le nouveau rôle stratégique de l'État dans la dynamique économique et sociale globale.

## **A - L'économie :**

Pour parler du bon sens en économie, nous citerons volontairement F. Perroux, puisque cet économiste de renom a toujours mis en avant dans ses écrits le caractère social de l'économie, pensant qu'elle doit demeurer au service de l'homme en priorité, comme il s'est élevé contre les excès de l'utilisation de constructions techniques et de modèles mathématiques qu'il considère comme autant de contraintes pour une plus grande visibilité des problèmes humains qui constituent l'objet central de cette science.

Selon F. Perroux (sciences économiques, sciences de l'homme) : l'économie est une science historique, elle est également une science humaine, elle s'intéresse à l'homme en société

De son côté, E. Malinvaud (leçons de théorie économique) adopte la citation suivante: l'économie est la science qui étudie comment des ressources rares sont employées pour la satisfaction des hommes vivants en société, elle s'intéresse, d'une part, aux opérations que sont la production, la distribution et la consommation des biens, d'autre part, aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations

La première définition nous rappelle que nous sommes en présence d'une discipline au service de l'homme au moment où elle prend des formes de plus en plus abstraites à travers des modèles théoriques qui souvent, présentent une cohérence et une logique internes en s'éloignant des finalités humaines de base.

La seconde définition nous renseigne quant à elle, sur les principes fondateurs de l'économie, les besoins humains, de caractère illimité, en face de la rareté des ressources disponibles. Cette dichotomie constitue la problématique de base de cette discipline qui va déclarer la guerre à cette limitation incontournable par le choix d'un mode de gestion et d'organisation adéquat de l'économie qui visera l'utilisation optimale des ressources disponibles. Cela se fera dans le cadre du choix du système économique approprié.

Mais qu'est ce qu'un système économique ?

## **B - Les conditions d'émergence d'un système économique :**

Considérons le texte ci après de Koch Picard (économie) :

« Face à la nécessité de produire et de répartir les richesses entre eux, les hommes ont bâti plus ou moins consciemment au cours des âges des modes d'organisation de l'économie : ce sont les systèmes économiques. Plusieurs grands axes sont possibles : à chacun selon son travail, selon son revenu, selon ses besoins, selon sa force, la couleur de sa peau, sa naissance etc. De même laisse-t-on chacun se débrouiller individuellement ou organise-t-on la production et la distribution des richesses par une autorité centrale ? De la réponse à ces questions dépend le système adopté.

Chaque système se distingue par trois critères :

- le mobile plus ou moins teinté de connotation morale : c'est l'âme du système. Ce qui fait marcher les gens, la « carotte ». il tourne autour de grandes idées telles que : profit, égalité, autonomie, sécurité, collectivité... quand le mobile initial s'estompe, soit parce que les gens n'y croient plus, soit parce qu'il a été trop surchargé de corrections diverses, le système ne « marche » plus.

- L'organisation juridique et sociale entre les agents économiques : statut des personnes, droit de la propriété, distribution des pouvoirs et de leur contrôle, rôle de l'Etat, etc.

- L'état de la technique : son évolution est-elle naturellement rapide ou non ? le système la pousse-t-il à être progressive ou non ? »

Le système économique vise l'objectif de création de richesses en organisant la production (qui produit ? pourquoi ?), et le mode de répartition des richesses (qui en bénéficie ? comment ? combien ?).

Seulement les bases du système économique ne sont pas uniquement matérielles et consacrent la primauté donnée aux valeurs partagées par les membres de la société, source du « contrat social » et qui constituent la source de leur motivation (culture, traditions, liberté, équité, etc.), l'appareil de justice est l'autre pilier du système économique qui lui assure équilibre et pérennité, enfin, le système doit être soutenu par des moyens techniques adaptés à son époque pour lui permettre d'être efficace et compétitif.

En quoi ces enseignements peuvent-ils intéresser les PED ?

Chaque société est animée par ses traditions ancestrales, sa culture, les valeurs partagées par les membres de la société, ainsi le projet de société, le contrat social, l'activité humaine en général, s'inspire de ces valeurs et de cette culture. Si les pays développés ont construit leur économie sur les valeurs sacrées de liberté, d'égalité devant la loi et de solidarité, les PED, à leur tour ne peuvent y déroger et doivent afficher clairement les principes susceptibles de constituer une source d'animation et de motivation de la société.

La pratique économique contemporaine a développé deux systèmes économiques connus : le système capitaliste et le système socialiste

- Le système capitaliste repose sur l'idée que l'initiative individuelle est le moteur de l'activité économique, ainsi que sur le principe de la propriété privée des moyens de production. Le moteur du système base est la maximisation du profit. Le marché étant considéré comme le régulateur central de l'économie. L'Etat, d'abord éloigné de la sphère de l'économie dans le système capitaliste, il revient en force à la faveur des conséquences fâcheuses de la crise de 1929, en jouant son nouveau rôle de régulateur de l'économie nationale.

- Le système socialiste repose sur des principes opposés à ceux du capitalisme en ce sens qu'il se base sur la propriété collective des moyens de production, il vise la satisfaction des besoins sociaux et consacre l'Etat en tant que gestionnaire central de l'économie et décideur suprême de l'allocation des ressources.

### **C - l'économie de marché :**

Dans le langage économique, « économie de marché », est synonyme de libéralisme, c'est-à-dire économie de libre entreprise fondée sur les principes suivants :

- individualisme, seul l'individu a initiative et responsabilité, seul il est appelé à entreprendre une activité et à en répondre ; en retour, le rôle de l'état est réduit à l'extrême ;

- utilitarisme, toute la production est commandée par le bien-être de l'individu représenté par le maximum de l'utilité apportée à chacun ;

- libéralisme, ce qui sous-entend la liberté économique accordée à chaque individu : libre propriété et liberté des contrats ;

Il est à noter qu'il existe une grande diversité des économies de marché. En effet, Les économies de marché ne fonctionnent pas à partir de seuls mécanismes universels, mais aussi d'institutions et d'organisations propres aux différentes sociétés, elles ont une coloration historique et géographique. Il existe une immense variété d'économies de marchés, que l'on s'emploie depuis peu à analyser. Elle se manifeste à travers des règles juridiques, des formes de négociation sur le marché du travail, des politiques d'emploi des firmes, des relations entretenues avec les structures financières, qui diffèrent d'un pays à l'autre.

Il existe aujourd'hui un grand débat en Europe et en Amérique au sujet des différentes formes d'économies de marché adoptées par les pays capitalistes.

Le débat oppose principalement deux modèles de capitalisme, et selon Albert. M (capitalisme contre capitalisme) :

« - le modèle du capitalisme financier « néo-américain », qui sacralise la réussite individuelle, encourage le profit financier à court terme et les médiatise abondamment

- le modèle du capitalisme social ou « modèle rhénan » est adopté principalement par l'Allemagne, le Japon, la Suisse, l'Europe du nord, la Belgique, etc... Il est déterminé par d'autres valeurs telles que la réussite collective, le consensus, la stabilité à long terme, la qualité de l'environnement, etc. »

Quelles conséquences pour la société du choix de l'un ou l'autre des modèles ?

Les principales conséquences pour la collectivité concernent l'accès gratuit ou non à certains services de base. En effet, l'éducation, le logement, le transport, les médias et la santé sont fortement soutenus par l'Etat dans les pays qui ont adopté le capitalisme « rhénan » au contraire de la pratique du capitalisme anglo-saxon.

Les PED doivent s'inspirer de l'expérience des pays développés dans le domaine de la politique sociale en particulier, et tenir compte de l'influence certaine du modèle d'économie de marché qui résultera des accords de partenariat ou d'investissements locaux réalisés par les pays développés dans les PED.

## **D - Le marché :**

Qu'est ce que le marché ?

Le marché en économie est le lieu de confrontation entre une offre et une demande d'un bien ou d'un service qui permet de déterminer le prix d'échange (ou prix d'équilibre) de ce bien ou de ce service et les quantités qui seront échangées.

La notion de marché concurrentiel est le concept central de l'économie de marché et comprend les éléments suivants :

- Atomicité des offres et des demandes :

Il existe une multitude d'acheteurs et de vendeurs sur le marché de telle sorte qu'aucun ne dispose d'une puissance suffisante pour influencer les conditions du marché

- Homogénéité du produit :

Tous les produits vendus sur un marché donné présentent des caractéristiques identiques.

- Fluidité du marché (libre entrée) :

Un marché est fluide quand il n'existe pas de barrière à l'entrée ou à la sortie des producteurs. Toute entreprise peut donc s'établir dans une branche de production qui lui semble rentable sans qu'elle ait à faire face à des obstacles réglementaires, techniques ou financiers.

- Transparence du marché :

Les agents économiques disposent de l'information sur les modes de fonctionnement des marchés et sur le produit lui-même.

- Mobilité des facteurs de production :

Il n'existe pas d'entrave à la libre circulation du capital et du travail qui s'oriente vers les branches où le taux de profit ou le salaire sont les plus élevés.

Les composantes du marché évoquées nous montrent que l'économie de marché ne peut être instaurée sans la mise en place de ses moyens de fonctionnement, et en particulier pour les PED, il ne s'agit pas d'en faire un simple vœu pieux.

Quels sont les avantages de l'économie de marché ?

- Pour les producteurs : la diffusion de nombre très élevé d'intrants qui permettent de moduler une production optimale.

- Pour les consommateurs : la diffusion de variétés diversifiées de produits en tous genres et reflétant leurs préférences.

- Le marché jouit incontestablement d'une plus grande souplesse que l'État, une meilleure capacité d'adaptation aux mutations de l'environnement, plus de capacités de croissance et d'innovation.

- Garantie d'une plus grande stabilité macroéconomique, l'activité économique privée élargit le champ de diffusion du pouvoir économique et par extension le pluralisme démocratique et les libertés individuelles.

### **3 - Économie de marché, économie en transition ou économie mixte ?**

Nous avons vu que les PED disposaient de deux orientations idéologiques pour mener leur développement et leur croissance. Le premier est basé sur l'économie de marché sous-tendue par le dynamisme concurrentiel et l'efficacité des mécanismes autorégulateurs du marché. Le deuxième outil est fondé sur le postulat de rejet total de l'ordre naturel et du marché régissant l'économie.

Entre ces deux logiques beaucoup de pays, à force de corrections répétitives, de réformes et de restructurations, se situent beaucoup plus

dans la logique de ce que l'on appelle l'économie mixte, ou d'économie en transition. Le nombre de ces pays à économie hybride, de lecture difficile, est si élevé que la transition est en train de devenir une nouvelle voie exprimant une véritable orientation politico-économique. L'appellation « économie mixte » regroupe en fait la plupart des pays en développement qui ont adopté les uns le système capitaliste, les autres le système socialiste, lorsque la lutte entre les deux blocs était vive et au moment où ces pays ont acquis leur indépendance. Seulement, malgré des options politiques apparemment différentes, les deux catégories de pays ont présenté des positions similaires en matière de gestion publique dominante en réduisant fortement les forces du marché libre.

### **A - Pour les PED, comment tirer profit des avantages du marché ?**

Le marché est reconnu comme l'instrument de base de l'efficacité du système libéral, néanmoins, sa mise en œuvre n'est pas du tout une opération technique et les tentatives des PED dans ce cadre, révèlent beaucoup d'insuffisances, qui vont justifier l'intervention répétée de l'Etat, et parmi ces insuffisances, nous pouvons citer :

- La faiblesse de l'investissement humain réalisé par l'Etat au moment où les spécialistes reconnaissent l'importance grandissante de l'investissement immatériel, en particulier dans l'élévation de la qualité des populations en éducation, alphabétisation, formation permanente, qualification, recherche universitaire etc. et ceci se concrétise par la part de plus en grande du PIB consacrée à ces opérations.

- La tendance à la concentration des entreprises dans les différentes activités, se soldant par des situations monopolistiques ou oligopolistiques, contre-productives en économie de marché, ce qui permet à quelques entreprises de contrôler les mécanismes du marché. Si dans les pays du nord, ces pratiques sont étroitement surveillées et réglementées, dans les PED, par contre, l'Etat intervient généralement uniquement pour contrôler les prix et ne joue pas le rôle central en économie de marché de susciter une large compétition locale et même internationale.

- L'existence d'économies externes, c'est-à-dire des avantages que tirent de nombreuses entreprises des investissements d'infrastructures généralement engagées par l'Etat et que ce dernier, contrairement aux pays développés, n'inclut pas dans un système de taxation en direction des bénéficiaires, ce qui constitue un manque à gagner important pour le trésor public.

- Les déséconomies externes constituent également des manques à gagner pour le trésor public et concernent les coûts issus de l'activité de beaucoup d'entreprises (pollution de l'air, de l'eau, dégradation des sols,

déchets,etc.), qui sont supportés systématiquement par l'Etat et dont les retombées sont de plus en plus préjudiciables à la santé publique. Au contraire, une législation spécifique est appliquée dans les pays développés et basée sur le principe du « pollueur payeur ».

- Le problème de l'industrie naissante est lié à la culture ambiante dans beaucoup de PED qui valorise peu l'esprit d'entreprise que cela concerne la création ou

le développement des activités. Cette situation pousse ces pays à mettre en place de nombreux dispositifs, pas toujours efficaces, d'encouragement à l'investissement privé sans y inclure des campagnes systématiques de sensibilisation et de formation à la création d'entreprise dans les différents établissements universitaires et professionnels.

- L'existence d'institutions sous développées, qui excluent du marché de larges pans de la population qui n'ont pas l'opportunité de participer et de s'impliquer de manière effective dans la dynamique économique nationale. Si dans les pays du nord, les citoyens dans leur ensemble et à travers les institutions ont une incidence pertinente sur l'orientation de l'économie et sur ce qu'elle produit, dans le PED, les populations rurales sont exclues du fait de l'éloignement, de la misère, de l'analphabétisme et ne bénéficient pas de l'information sur les biens et sur les services produits, sur le secteur bancaire, sur les risques liés à un environnement en constante évolution. Ceci pousse l'Etat à entreprendre des actions sporadiques en faveur des zones défavorisées.

- La désarticulation de l'économie des PED et le manque d'éclairages sur leur situation ne permet pas de tirer profit des lois du marché dans ses différentes composantes : marché du travail, des crédits, etc. et qui, souvent aboutit à des situations anarchiques tantôt de surplus, tantôt de pénuries périodiques. Ceci, pousse les pouvoirs publics à enfreindre les lois du marché et de provoquer des interventions étatiques régulières : politiques de revenus, politiques monétaire et fiscale, ajustement des taux de changes, c'est-à-dire une gestion macroéconomique qui laisse peu de place aux lois de l'offre et de la demande.

## **B - Les privatisations, instrument de libéralisation :**

Dans les entreprises étatiques, les propriétaires ne cherchent pas la maximisation des profits, objectif de base de l'économie capitaliste, les instructions faites aux gestionnaires de ces entreprises concernent le maintien des prix à un niveau relativement accessible pour la majorité des consommateurs, de recruter parfois au-delà de ce qui est nécessaire, d'investir dans des régions reculées même si ce n'est pas rentable, de participer au financement de campagnes politiques, etc.

La rentabilité et l'efficacité économique peuvent même ne pas constituer un objectif défini.

Le problème central de l'entreprise publique tient au fait qu'elle est propriété de tous les habitants du pays et aucune personne ou groupe ne peut en revendiquer la possession. De ce fait, il revient à l'état de veiller à interdire tout gaspillage ou bradage de ses actifs, à surveiller au niveau des prix par rapport à ceux du marché et en particulier à éviter que la production ne serve une minorité de privilégiés. Ces prérogatives de l'état sont rendus difficiles du fait du manque de l'information sur ce qui se passe réellement dans ces entreprises et du fait des lourdeurs administratives qui n'aident pas à réagir à temps et efficacement aux signaux du marché.

La solution a été de faire signer des contrats de performance aux gestionnaires comportant des avantages liés à l'atteinte des objectifs fixés. Ces mesures et bien d'autres n'ont pas apporté les changements attendus et en particulier au niveau des ressources humaines. L'Etat entreprend d'agir d'une manière plus radicale en agissant sur le droit de propriété des entreprises publiques qui devient l'axe central des réformes et se traduit par les opérations de privatisation de ces entreprises.

En effet, le droit de propriété a toujours constitué un problème de taille pour les entreprises d'état et la privatisation apparaît de plus en plus comme la sortie incontournable pour beaucoup d'entre elles.

La plupart des économies dirigées, ont mené des opérations de privatisation soit en vendant une à une les entreprises sur une longue période, soit en vendant d'une manière rapide et généralisée comme se fut le cas en Russie entre 1990 et 1995.

Dans ce pays, les bénéficiaires de la privatisations sont : les collectivités locales, les particuliers, les dirigeants d'entreprises en cours de privatisations ainsi que les travailleurs de ces entreprises. En Russie la privatisation a eu comme objectif associé de mettre un terme au détournement massif des actifs des entreprises publiques en poussant leurs dirigeants et leurs employés à en devenir les nouveau propriétaires et de ce fait à les gérer de manière plus efficaces.

Si le transfert de propriété des entreprises étatiques peut s'avérer une décision courageuse et porteuse de changement profond en matière de performance macroéconomique, ceci peut être insuffisant si les règles de l'économie de marché ne sont pas respectés et en particulier l'éclosion d'une concurrence loyale, la liberté d'entreprendre, l'égalité devant la loi etc.

En effet, le risque de rente de situation liée aux attitudes de clientélisme et de passe-droit largement répandues dans beaucoup de PED, constitue un frein certain au développement des entreprises, à l'élévation de la productivité, à l'émergence de prix accessibles au plus grand nombre, et surtout à faire face à la concurrence dans un contexte de mondialisation.

En fait, il s'agit d'éviter de tomber dans la situation d'économie de marché fictive dominée par des entreprises nouvellement privatisées mais se sentant toujours protégées, ce qui va développer en leur sein un comportement plus nuisible que celui des entreprises d'état qu'elles ont remplacées.

### **C - Le nouveau rôle de l'état en économie de marché :**

Si l'économie nationale des PED doit faire sa mue vers l'instauration des conditions d'émergence de l'économie de marché, la transition concerne également l'Etat en tant qu'acteur de premier plan dans les économies modernes.

En effet, l'Etat a toujours assuré ses fonctions régaliennes quelque soit le système économique adopté, on parle dans ce cas d'Etat-gendarme, l'Etat-providence évoque quand à lui le caractère omnipotent de l'Etat dans l'économie dirigée socialiste, qui décide de l'allocation des ressources et de la distribution des revenus.

L'économie de marché consacre le rôle central de l'Etat-régulateur de l'économie c'est-à-dire qui crée et maintient les conditions de l'efficacité des entreprises et de la performance macroéconomique. Ce rôle de véritable animateur ne peut être mené sans l'émergence de véritables compétences détenues par des élites dans les domaines politiques, économiques sociales et culturelles qui jouent le rôle de locomotive dans la société

D'un autre coté, l'interventionnisme systématique de l'état doit céder la place au dynamisme des forces du marché. Dans ce cadre, le rôle de l'état ne sera pas moindre mais différent, en veillant en particulier à la mise en œuvre des conditions ci-après :

- Stabilité des prix : car l'inflation non maîtrisée, le déséquilibre de la balance de paiements, les déficits budgétaires importants découragent l'activité productive et pousse à l'ingérence périodique des pouvoirs publics dans le jeu du marché.

- La vente et l'achat de la plupart des biens et services doivent être régis par les mécanismes du marché et non aux moyens d'affectations et de mécanismes administratifs

- Le libre jeu de la concurrence permet l'élévation de la productivité dans le cadre d'une confrontation locale et même internationale.

- Les chefs d'entreprises et autres décideurs doivent être imprégnés de la nécessité de l'action des forces du marché en tant que condition de performance et de pérennité de leur organisation, les forces du marchés doivent constituer pour eux non pas des menaces mais des opportunités et des gains de productivité et d'efficacité qui sont plus avantageux, plus fiables et plus durables que les privilèges et les rentes de situations conjoncturelles qui sont contreproductifs pour l'entreprise et maintiennent un niveau de performance macroéconomique médiocre.

### **Conclusion :**

A notre avis, si la science économique renferme des richesses conceptuelles et expérimentales inestimables, beaucoup de PED n'ont pas su tirer profit de ce patrimoine universel et ont opté pour « la solution de facilité » en optant pour des théories économiques de « deuxième main » et « prêts à l'emploi » élaborées par les économistes du développement économique.

L'économie de marché, grâce à des siècles de pratique, et une adaptabilité reconnue face aux crises périodiques, peut constituer pour les PED un chantier viable pouvant aboutir à l'émergence d'une économie nationale performante, à condition que l'attention soit portée autant sur les mécanismes, les théories, les lois et concepts, que sur la prise de conscience et la socialisation de la nécessaire rationalité du comportement humain.